

BOLIVIE - L'épreuve de force est engagée avec les compagnies pétrolières (par Frédéric de Monicault, Le Figaro)

dimanche 7 mai 2006, mis en ligne par [Dial](#)

Parmi les groupes les plus exposés, l'espagnol Repsol et le brésilien Petrobras contrôlent près de la moitié de la production de gaz bolivien.

Quarante-huit heures après la décision du gouvernement bolivien de nationaliser ses gisements d'hydrocarbures, les grandes compagnies pétrolières oscillent entre attentisme, prudence et volonté de riposte. Tandis qu'ExxonMobil et Total se refusent au moindre commentaire, Repsol a aussitôt souligné sa « préoccupation ». Il est vrai que parmi les vingt-six opérateurs concernés, le groupe espagnol est l'un des plus exposés : il contrôle actuellement, via sa filiale Andina, plus de 25% de la production de gaz bolivien, soit 17% de ses réserves globales. Surtout, cet événement intervient quelques semaines après la démission du président d'Andina, Julio Gavito, accusé par la justice bolivienne de « contrebande de pétrole ». Il est reproché à Repsol d'avoir acheminé frauduleusement 230 400 barils (en 2004 et 2005) pour un montant proche de 10 millions de dollars.

Total garde le silence

Des soupçons dénoncés en bloc par la sixième compagnie mondiale, qui a assuré Julio Gavito de son soutien. Pour la compagnie espagnole, la Bolivie est un pays d'autant plus sensible que le groupe a été obligé, voici quelques mois, de revoir sensiblement à la baisse son portefeuille de réserves, au nom précisément de la menace d'une nouvelle loi sur la gestion des hydrocarbures. Une menace devenue réalité après l'annonce du président Evo Morales. Avec le pétrolier espagnol, le brésilien Petrobras est l'autre groupe concerné au premier chef par le diktat du gouvernement bolivien. Depuis 1994, Petrobras a investi un milliard de dollars dans ce pays, où il contrôle lui aussi 25% de la production de gaz. En outre, la quasi-totalité des infrastructures de raffinage relève de son périmètre. Actuellement, plus de 26 millions de mètres cubes de gaz naturel bolivien sont exportés chaque jour au Brésil, soit la moitié de sa consommation. C'est dire à quel point la filière gazière se révèle cruciale pour les compagnies étrangères comme pour la Bolivie. Petrobras vient de rappeler que son implantation pèse 19% du PIB de la Bolivie et le quart des investissements directs étrangers dans ce pays.

Avant que le président Evo Morales n'annonce la prise de contrôle de l'ensemble des champs pétroliers par la compagnie publique nationale YPFB, Petrobras avait d'ailleurs soumis à la Bolivie un protocole d'accord assorti de plusieurs axes de coopération, notamment dans le gaz, le pétrole ainsi que les biocarburants. Un protocole aujourd'hui lettre morte, alors que toutes les compagnies disposent désormais d'un délai de 180 jours pour « régulariser » leur situation.

De son côté, Total garde le silence. La production du groupe français en Bolivie atteint 21 000 barils équivalent pétrole par jour (bep), soit 0,8% de sa production totale. Autrement dit, une implantation bien moins significative qu'au Venezuela (4,5% de la production de la compagnie française), l'autre pays qui vient de faire plier les géants de l'or noir.

